

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

2005/3356

PM

ARRETE
portant enregistrement d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 28 juin 2000 pour exploiter au lieu-dit Kerlan à Ploubezre, un élevage bovin ;
- VU la demande du 19 avril 2018 de M. LE FOLL Frédéric, en vue de l'extension de l'élevage bovin qui comprendra après projet un nouvel effectif de 622 veaux de boucherie, la construction d'un nouveau bâtiment de 458 places et la mise à jour du plan d'épandage ;
- VU l'avenant au dossier déposé le 6 juin 2018 ;
- VU le rapport de recevabilité de l'inspecteur de l'environnement du 7 juin 2018 ;
- VU la consultation du public qui s'est déroulée du 6 juillet 2018 au 3 août 2018 ;
- VU la consultation des conseils municipaux des communes de Ploubezre et Le Vieux Marché ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 13 septembre 2018 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 septembre 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet, soumis à enregistrement a fait l'objet d'une consultation du public ;

CONSIDERANT que l'exploitant a répondu aux remarques formulées au cours de l'instruction et lors de la consultation du public ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'enregistrement

1.1. - Monsieur Frédéric LE FOLL, ci-après dénommé l'exploitant, domicilié au lieu-dit Kerlan sur la commune de Ploubezre, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de veaux de boucherie et de bovins à l'engraissement dont la capacité maximale est de 622 animaux.

1.2. - Nature des installations

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2101	1.b)	E	Elevage, transit, vente, etc. de bovins	Elevage de veaux de boucherie et /ou bovins à l'engraissement	Nombre total d'animaux	b) 401 à 800	622	Animaux

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

1.3 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
PLOUBEZRE	Veaux de boucherie	C1	N° 5

1.4. - Conformité au dossier de demande d'enregistrement

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage

2.1. - Sécurité

2.1.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.1.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.1.3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32m2 au moins accessible en tous temps et en toutes circonstances.

Article 3 : Prescriptions particulières relatives à l'épandage sur céréales :

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

Article 4 : Prescriptions concernant l'épandage dans la zone ZNIEFF et NATURA 2000

Une partie de l'îlot 10, située dans la zone ZNIEFF de type 1 La Vallée du Léguer, est exclue de l'épandage. Une partie de l'îlot 8 sera en prairie.

L'intégralité de l'îlot 7, située dans la zone Natura 2000 La Vallée du Léguer est exclue du plan d'épandage. Les îlots 22,23,24,25 et 26 situés sur la commune de Le Vieux Marché seront en prairie fauchée et ne recevront pas d'azote d'organique. Les parcelles localisées sur la zone Natura 2000 ont été classées non épandable.

Article 5 : Dispositions communes

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 6 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Ploubezre pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Ploubezre pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimum d'un mois ;

Article 7 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

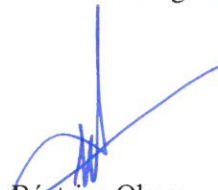
Article 8 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Lannion, le maire de Ploubezre, le directeur départemental de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au maire de Le Vieux Marché, à l'exploitant pour être affichée en permanence sur le site et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

- 4 OCT. 2018

Saint-Brieuc, le

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara